

La mobilisation contre la hausse des taxes continue

Université » Les opposants à la hausse des taxes universitaires sont plus décidés que jamais à faire plier le rectorat de l'Université de Fribourg et le Conseil d'Etat. Réunis en assemblée générale après la manifestation de jeudi (*La Liberté* d'hier), une centaine de membres du collectif étudiant Stop la hausse Fribourg a adhéré à une revendication commune: la poursuite de la mobilisation jusqu'au

retrait pur et simple de la hausse des taxes, lit-on dans un communiqué diffusé hier par le collectif.

Une délégation devrait rencontrer prochainement le rectorat ainsi que la Direction de l'instruction publique. Les membres du collectif affirment «porter directement la voix de tous les étudiants de l'Université de Fribourg opposés à une quelconque

hausse des taxes universitaires». Ce n'est pas à eux de «financer des projets qui profiteront à l'ensemble du canton», écrit le collectif, qui en appelle au canton de Fribourg pour couvrir ces coûts. Stop la hausse Fribourg déplore aussi un «climat de pression et de menaces mis en place par le rectorat à l'encontre des opposants».

Egalement évoqué dans nos colonnes par des professeurs, ce

reproche est fortement contesté par le rectorat. Celui-ci «n'a mis aucune pression sur le corps professoral, ni sur aucun membre de la communauté universitaire afin d'empêcher quiconque de participer à la manifestation contre la hausse des taxes», affirme-t-il. «L'Université a même soutenu logistiquement l'événement et remercie les organisatrices et les organisateurs, ainsi que les autorités,

pour son bon déroulement. La liberté d'expression fait partie de la culture universitaire, aujourd'hui et à l'avenir.»

Stop la hausse Fribourg a d'ores et déjà convoqué une nouvelle assemblée générale le 21 novembre, y invitant tous les étudiants et doctorants. Selon nos informations, professeurs et collégiens y seront également conviés. » **MARC-ROLAND ZOELIG**

CONSTRUCTION

EXPOSITION À FRIBOURG
Dans le cadre de la conférence *Zéro carbone*, qui a lieu le 16 novembre, le Cluster énergie et bâtiment accueille du 15 au 22 novembre une exposition sur le réemploi des matériaux dans la construction à la Haute Ecole d'ingénierie et d'architecture. Cette expo itinérante présente 75 projets d'architecture. Une conférence-débat aura lieu le 15 novembre à 18 h. TG

La candidature de Christian Levrat à la succession de Marie Garnier est pour beaucoup peu probable

Du Conseil des Etats au Conseil d'Etat?

« PATRICK PUGIN

Succession Garnier » La candidature de Christian Levrat au Conseil d'Etat? Personne n'y croit vraiment dans le landerneau politique cantonal. Pourquoi le conseiller aux Etats, considéré comme le plus influent parlementaire fédéral, quitterait-il le grand bassin bernois pour la pataugeoire fribourgeoise? Abandonnerait-il la présidence du Parti socialiste suisse (PSS) pour venir s'occuper de l'agriculture et des forêts? Personne n'y croit vraiment.

Son camp, pourtant, ne dément pas: le sénateur est bel et bien un poulain potentiel, répète Benoît Piller depuis mercredi. En période d'enfumage préélectoral, l'antienne du président du PS fribourgeois n'est-elle destinée qu'à démotiver la concurrence, tant chacun redoute de se faire écraser par le rouleau compresseur gruérien? Accompagne-t-elle un secret espoir?

Le principal intéressé, lui, ne pipe mot, ne répond pas aux sollicitations des journalistes. Ira, ira pas? Il laisse les spéculateurs spéculer. Et ceux qui n'y croient pas vraiment à leur espérance.

Assurer sa retraite

Si les signaux ne plaident pas en faveur d'une candidature de Levrat, il serait pourtant prématuré de l'exclure d'emblée. Le conseiller aux Etats n'a en effet pas rejeté catégoriquement l'idée d'y réfléchir, indique Be-



Pour le moment, le sénateur Levrat ne pipe mot d'une éventuelle candidature, laissant les spéculateurs spéculer. Keystone-archives

noît Piller. Donc il y réfléchit, comme de nombreux autres socialistes.

Le paramètre financier pourrait compter dans cette réflexion: «Conseiller d'Etat est une belle fonction... qui assure une retraite», commente le conseiller national UDC Jean-

François Rime. Vrai que la pension d'un parlementaire fédéral qui n'exerce aucune activité annexe ne pèse guère lourd. Rejoindre le gouvernement cantonal mettrait Christian Levrat, 47 ans, à l'abri du besoin pour ses vieux jours. L'aspect matériel n'est ainsi pas à négliger.

Autre paramètre à prendre en compte: la présidence du PSS, qu'il occupe depuis bientôt une décennie. Peut-il la lâcher à moins de deux ans des élections fédérales? Une équipe est en place et peut tout à fait mener la campagne, estime un socialiste. Et puis, le chef de

groupe étant romand, le temps pourrait être venu de placer un(e) Alémanique à la tête du parti. Reste que, à n'en pas douter, le général Levrat ne répugnerait pas à diriger une fois encore la manœuvre.

Enfin, et c'est certainement, l'élément le plus déterminant:

quitter le Conseil des Etats, c'est faire courir le risque au PS fribourgeois d'y perdre son siège. Le libéral-radical Jacques Bourgeois rêve de s'y installer. Et Jean-François Rime n'exclut pas de s'y intéresser. Qui leur opposer? Les conseillères nationales Valérie Piller Carrard et Ursula Schneider Schüttel feraient-elles le poids? Le préfet Carl-Alex Ridoré qui, bien qu'affaibli par ses démêlés avec la conseillère d'Etat Marie Garnier, peut-il s'appuyer sur l'important réservoir électoral sarinois? Un député?

«Il y a beaucoup de paramètres dont il faut tenir compte»

Benoît Piller

«Il y a énormément de paramètres dont il faut tenir compte», reconnaît Benoît Piller, qui ne cache pas que la soudaineté de l'annonce de la démission de Marie Garnier a pris tout le monde de court. Mais il ne se laisse pas démonter. Il faut selon lui appréhender l'élection complémentaire à venir, les fédérales de 2019 et les cantonales de 2021 comme les données d'un problème auquel il s'agit d'apporter «la plus plausible des solutions».

Christian Levrat est-il la réponse à la première équation? Personne n'y croit vraiment. »

«Le bio suisse n'est pas mieux que le bio européen»



LUCIEN WILLEMIN, Petit-fils de paysan, ce Jurassien de 49 ans domicilié à La Chaux-de-Fonds est revenu aux sources pour défendre une agriculture qui respecte la vie.

Fribourg » Intitulé *Tu parles Charles!* – *Manger local, c'est loin d'être idéal*, le troisième livre de Lucien Willemin parle de ce qui se cache derrière les labels alimentaires. Un thème qu'il développera ce soir en conférence à Fribourg, puis les 16 et 23 novembre à Romont et Sorens.

Votre livre porte un message: plutôt bio étranger que local non bio. Et la pollution du transport?

Mon but est de permettre à la population de voir clair entre les différents labels: nous sommes invités à choisir local et nous préférons la carotte non bio d'ici car nous pensons au transport de la carotte bio étrangère. Or nous oublions le transport de la chimie de synthèse

utilisée pour cultiver celle qui a poussé près de chez nous. Chimie qui, à la fabrication et à l'utilisation, a également généré de l'énergie grise et l'envoi de substances toxiques dans l'air, l'eau et les sols. Certains diront que l'IP-Suisse est mieux que le bio européen, c'est faux. Avec l'IP, il est possible d'épandre du glyphosate! Dans les faits, l'agriculture conventionnelle abîme la vie. Ceci dit, je ne suis pas contre les agriculteurs, il font le travail le plus essentiel, celui de nous nourrir, ils devraient être riches. Or ils sont pris en tenailles et doivent se plier aux règles de l'Etat pour vivre et obtenir des subventions qui au final vont dans la poche des grands distributeurs.

C'est un irrespect collectif. Une honte!

Vous évoquez aussi la pollution générée par les objets...

Il faut clarifier un point: l'écologie n'est pas juste les rejets de CO₂. Or on axe nos actions et nos lois principalement sur cela. Il y a une autre dimension essentielle: c'est la pollution chimique pour fabriquer un objet ou cultiver les aliments non bio. Pour faire mieux sur le plan climatique, on nous invite à changer d'objets pour économiser de l'énergie. Ce qui a pour conséquence de participer à un empoisonnement généralisé du vivant! Chaque objet fabriqué péjore la vie sur terre.

Difficile d'arrêter de produire... Quelles solutions proposez-vous?

Consommer moins, acheter seconde main et réparer. La technologie propre n'existe pas, elle nous invite au gaspillage et ne fait que salir ailleurs. Prendre soin d'un objet, c'est prendre soin de sa vie et de celle des autres. En ce sens, la Chaussure rouge est née, symbole de ce principe. Elle permet à tous ceux qui désirent améliorer la situation de le partager.

Quelle est votre légitimité, votre rôle, transmettant ce message?

J'ouvre les portes de la réflexion, je donne un éclairage à la population. Après, libre à chacun de faire ce qu'il veut. Il y a deux façons d'ap-

prendre: par la théorie ou en étant sur le terrain pour voir ce qui se passe. Mon job est de reconstituer le puzzle. C'est un travail de vulgarisation. Il s'adresse à tous, car l'écologie est une question de masse: l'écologie, c'est prendre soin de la vie. Chacun à un rôle à jouer. Acheter, c'est voter. Il est donc légitime que les gens sachent et puissent gérer leur carte de vote de consommateurs pour construire pour demain. »

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLE RÜTTIMANN

» Face au public: ce samedi au Salon du mieux-vivre à Forum Fribourg, dédicaces entre 16 h et 17 h 30 et conférence à 18 h 15. Jeudi 16 nov. à la Maison Verte de Romont à 20 h. Jeudi 23 nov. à l'Espace L'Aurore de Sorens à 19 h 30. » www.lucien.lu